


ARR DICT 2026-211

DEPARTEMENT
VAUCLUSE
CANTON
L'ISLE SUR LA SORGUE
COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE

PG/LG/PP/CI/AP/RV
Direction des services Techniques
Secteur Gestion du Domaine Public

REPUBLIQUE FRANÇAISE	Envoyé en préfecture le 16/04/2026
Liberté - Egalité - Fraternité	Reçu en préfecture le 16/04/2026
	Publié le 
	ID : 084-218400547-20260413-ARRDICT2026211-AI

Mis en ligne le 16 avril 2026

ARRETE DU MAIRE

Autorisation de Voirie

Arrêté de Circulation

OBJET : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par une machine à projeter avec interdiction temporaire de circuler sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : rue Jean Jacques Rousseau au droit du N° 1 bis pour des travaux de ravalement de façade.
Du lundi 27 avril au mercredi 13 mai 2026 de 08h00 à 18h00.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

- VU** Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,
- VU** Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines dispositions du dit code,
- VU** Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,
- VU** La décision DF FIN 26-018 du 13 janvier 2026 visée en préfecture le 13 janvier 2026 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir de 1^{er} janvier 2026,
- VU** La demande formulée par l'entreprise SAS PIERRE LAUGIER ZAC de Beauregard 909, route de Carpentras 84150 Jonquières en date du 10 avril 2026, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques,
- VU** L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,
- VU** L'arrêté DAJ 2026-216 du 03 avril 2026 visé en Préfecture le 09 avril 2026 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 6^{ème} Adjoint au Maire,
- VU** L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
- VU** L'avis favorable du Service Juridique
- CONSIDERANT** Qu'il convient d'instaurer une occupation du domaine public par une machine à projeter avec interdiction temporaire de circuler au lieu-dit cité en objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

ARRETE

ARTICLE 1

Du lundi 27 avril 2026 au mercredi 13 mai 2026 de 08h00 à 18h00 date des travaux
occupation du domaine public par une machine à vapeur temporaire de circuler sera autorisée au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise SAS Pierre Laugier procéder à des travaux de ravalement de façade.

ARTICLE 2

Prescriptions spéciales :

Le présent arrêté devra être affiché.

Un panneau de Type KC1 « route barrée » sera mis en place au début de la rue.

Une déviation sera mise en place par l'entreprise.

Un passage sécurisé sera mis en place pour les piétons.

ATTENTION : pas de travaux le jeudi jour de marché.

La zone des travaux devra être sécurisée.

Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise.

ATTENTION : L'entreprise sera chargée de prévenir les riverains.

La chaussée devra être rendue à l'identique.

ARTICLE 3

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise SAS PIERRE LAUGIER qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise SAS PIERRE LAUGIER sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur LAUGIER Pierre Tél : 04.90.70 32.66

ARTICLE 5

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

ARTICLE 7

Les accès aux propriétés seront préservés.

ARTICLE 8

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

ARTICLE 9

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

ARTICLE 10

Monsieur l'Adjoint au Maire,
Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,
Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Isle sur la Sorgue, le 13 avril 2026,
L'Adjoint délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,
M. Ludovic GERMAIN

Po